Quand le lobby nucléaire s'en prend… à ses victimes

Des structures écrans au service du nucléaire

Comment les industriels du nucléaire infiltrent les structures en charge de la radioprotection et s'emparent des financements publics

Nous avons souvent souligné les statuts pro-nucléaire de l'**AIEA** (au niveau mondial) ou d'**EURATOM** (au niveau européen). Ces deux organismes sont chargés d'établir les normes de radioprotection alors qu'ils ont pour mission principale de développer le nucléaire civil partout dans le monde. Ce conflit d'intérêt a pour conséquence de subordonner la protection des personnes aux besoins des exploitants : les risques sont minorés, la réglementation est ajustée aux exigences économiques et les entraves qu'elle instaure doivent rester "raisonnables". L'industrie nucléaire a ainsi été quasiment dispensée de l'obligation de s'assurer contre les risques qu'elle génère.

Cependant, la main mise du lobby nucléaire ne se limite pas à quelques grands organismes internationaux. Ses interventions se déclinent dans une multitude de structures de statuts très variés qui constituent un sorte de grand réseau mondial. **Ces entités écrans permettent au lobby d'intervenir de façon masquée dans le champ de la radioprotection**. Elles intègrent généralement des personnalités ou des organismes scientifiques "au dessus de tout soupçon" qui, sciemment ou à leur insu, leur confèrent la crédibilité qui leur fait défaut. Entourés de bons communicateurs, le lobby nucléaire sait choisir des sigles suggestifs et des concepts porteurs : protection de la planète, développement durable, citoyenneté, droit à l'énergie, éthique…

C'est ce schéma type que nous avons retrouvé quand nous avons enquêté sur les promoteurs du projet **ETHOS**.

Sur proposition des scientifiques français !

En janvier 2001, le professeur Nesterenko apprend que le Comité national du Bélarus en charge de la gestion des conséquences de Tchernobyl (comité dit " COM.TCHERNOBYL) a l'intention de retirer à son institut la gestion des centres locaux de contrôle radiologique qu'il avait mis en place, 10 ans plus tôt, dans plusieurs villages du district de Stoline (région de Brest). Il introduit aussitôt un recours auprès du président de COM.TCHERNOBYL, Vladimir Tsalko. :

" (…) Les données reçues montrent que la contamination des produits alimentaires dans les territoires de la région de Brest, victimes de la catastrophe de Tchernobyl, est assez grave et tend à empirer ces deux dernières années.

Ainsi, l'exclusion des centres locaux de contrôle d'Olmany, Gorodnaia et Berezhnoié de la liste des centres dirigés par l'Institut Belrad interrompra la continuité de l'information sur la contamination des produits alimentaires (…), exclura la possibilité de la comparer d'une année à l'autre et par trimestre, pour observer les tendances correspondantes, et rendra plus difficile l'élaboration de recommandations d'ensemble pour les mesures de radioprotection.

De plus, Olmany, Gorodnaia, Berezhnoié sont des villages importants, avec une population de 1.500 à 2.500 habitants chacun, et la perte par l'Institut de radioprotection Belrad de l'information sur la contamination des produits alimentaires dans ces villages exclura la possibilité d'organiser des examens ciblés de leurs habitants au moyen d'anthropogammamètres, en fonction du degré de contamination des produits alimentaires consommés par les différentes familles. [……]

La réponse de COM.TCHERNOBYL, signée de son vice-Président, V.E.Chevtchiouk, fut sans appel : **BELRAD est privé de 5 centres qui sont transférés à un institut beaucoup moins dérangeant.** Le courrier précisait par ailleurs que la décision avait été prise **conformément à la proposition des scientifiques français et dans le cadre du projet européen Ethos–2** !

Interpellé par le réalisateur Wladimir Tchertkoff, l'un des membres d'ETHOS, Jacques Lochard, se déclarait très surpris, évoquait un malentendu, proposait une rencontre… mais rien n'en sortira de positif pour BELRAD. Mois après mois, au gré des interventions des amis de Nesterenko, en particulier du professeur Fernex, les promesses vont succéder aux promesses… sans jamais se concrétiser.

Nous ignorons si Belrad a été chassé à l'initiative de l'équipe d'ETHOS ou si le comité Tchernobyl a profité de la venue d'ETHOS pour se débarrasser du trop dérangeant Nesterenko. Ce qui est sûr, c'est que **l'éviction de Belrad de villages où il travaillait depuis 10 ans n'a pas posé de problème moral insurmontable aux responsables d'ETHOS.** Le projet s'est poursuivi sans l'institut indépendant… comme si de rien n'était. Dans ce contexte, il nous a paru important de savoir ce qui se cachait derrière le beau nom d'Ethos.

ETHOS, enquête sur un projet en pleine expansion

Le projet ETHOS a débuté en 1996 avec l'objectif louable d'améliorer la qualité de vie des habitants des zones contaminées et de développer la culture radiologique des villageois.

La première phase, **entièrement financée par la Commission Européenne**, s'est déroulée de 1996 à 1998 dans **le village d'Olmany**, situé à 200 km environ de Tchernobyl. D'après les responsables, l'intervention a permis *" des améliorations très significatives des conditions de vie, notamment sur le plan de la protection radiologique et de la qualité des productions agricoles privées "*.

Dès lors, un nouveau projet, plus ambitieux, a été préparé : ETHOS 2. Le champ d'intervention n'est plus limité au village d'Olmany, mais s'étend à **tout le district de Stolyn,** soit 5 villages et 90 000 habitants. La Commission Européenne continue de financer même si des fonds proviennent également du Ministère Suisse des Affaires Étrangères, de l'association Sol et Civilisation, d'EDF, de la COGEMA et de l'IPSN-CEA.

Commencé en 2000, le projet s'achève en novembre 2001, avec l'organisation d'un Séminaire International qui se tient à Stolyn en présence des autorités nationales biélorusses et de nombreuses organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales. Les 150 participants concluent à la nécessité de monter *" de nouveaux projets visant à favoriser le développement économique durable et la réhabilitation radiologique des territoires contaminés* ***et tenant compte de l'expérience du Projet ETHOS*** *"*.

L'objectif est atteint avec le lancement du projet CORE, qui doit couvrir non plus 1 mais 4 districts des zones contaminées et auquel l'équipe d'ETHOS est très étroitement associée. **Ainsi, à partir d'une intervention ponctuelle à Olmany, l'équipe d'Ethos se retrouve au cœur des recherches et des interventions dans le pays le plus touché par Tchernobyl.**

Qui sont donc les membres de cette équipe surdouée ? Le projet ETHOS implique quatre organismes aux champs de compétences bien tranchés :

- le Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire (CEPN) qui s'occupe de toutes les questions de contrôle radiologique, de radioprotection et d'économie,
- l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon (INAPG) qui intervient sur les questions d'agronomie et de gestion patrimoniale ;
- l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) qui est chargée du secteur " communication et sécurité "
- le groupe Mutadis (gestion sociale du risque) qui assure la coordination scientifique.

De ces trois organismes, **un seul est compétent en matière de contrôle radiologique : le CEPN**. Selon les propres déclarations de membres d'Ethos, c'est à lui qu'incombait toutes les questions de radioprotection. Le secteur clé est donc aux mains du CEPN. Pour bien comprendre les enjeux du projet, il faut donc aller chercher à nouveau ce qui se cache derrière ce sigle.

Le CEPN, étrange association à but non lucratif

Le Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire est une association loi 1901 qui a la particularité d'avoir été créée, en 1976, par Électricité de France (EDF) et le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). L'association est passée de 2 à 3 membres avec l'arrivée de la Compagnie Générale des Matières Nucléaires (Cogéma) : les trois seuls adhérents de cette *association* sont donc **les 3 plus gros acteurs du nucléaire français :**

- COGEMA (groupe AREVA) qui régente en France tout le " cycle " du combustible nucléaire : de l'extraction de l'uranium au retraitement des combustibles irradiés, en passant par la fabrication des combustibles, directement ou par l'intermédiaire de diverses filiales et participations.
- EDF qui exploite, sur le territoire français, 58 réacteurs électronucléaires ;
- CEA-IPSN, un établissement public chargé de développer les applications civiles et militaires du nucléaire. Lorsque l'IPSN a quitté le CEA, les adhérents du CEPN sont passés de 3 à 4.

L'objectif affiché du CEPN est de *" promouvoir la protection des travailleurs et du public contre les effets pathologiques des rayonnements ionisants "*.

Que l'on ne s'y méprenne pas : il ne s'agit pas de philanthropie. **L'intérêt des industriels est évidemment d'occuper le terrain** : mieux vaut produire des études minorant les risques plutôt que laisser le champ libre à des chercheurs qui auraient moins à cœur le développement du nucléaire. Cette stratégie n'est d'ailleurs pas spécifique à ce secteur d'activité : tous les pollueurs font la même chose. Combien d'études financées par l'industrie du tabac ou par les firmes type Monsanto ? **Contrôler la recherche est l'élément clé pour assurer le développement d'un produit ou d'une industrie à risque.**

L'intrusion des exploitants dans le champ de la radioprotection est par conséquent logique. **Là où la situation devient choquante, c'est lorsque cette stratégie bénéficie de financements publics !**

Main basse sur l'argent et la légitimité

En effet, lorsqu'on examine le financement du CEPN, on constate que 30% seulement des fonds proviennent des cotisations des membres (EDF, CEA, Cogéma et IRSN), le reste provenant de contrats passés avec l'industrie nucléaire mais aussi (ce qui pose problème) avec les organismes de contrôle français *, la Commission européenne ou l'ONU !

C'est exactement comme si on confiait à des structures mises en place par les industriels de l'amiante, la responsabilité d'étudier les conditions d'exposition et l'état de santé des personnes qui ont été victimes de ce produit !

* la DSIN devenue la DGSNR et l'IPSN devenu l'IRSN

Au lieu d'être affecté à des équipes de scientifiques indépendants, l'argent public est ainsi canalisé, une fois encore, vers le lobby nucléaire.

En finançant des projets portés par le CEPN, la commission européenne n'apporte pas seulement de l'argent au lobby nucléaire français, elle lui apporte aussi une légitimité : elle considère qu'il est normal de charger EDF, la Cogéma ou le CEA d'étudier la situation des victimes de Tchernobyl, d'évaluer les risques qu'elles encourent et les dispositifs de radioprotection qu'elles nécessitent.
Le conflit d'intérêt est pourtant évident. Les résultats seront nécessairement altérés au bénéfice des industriels et au détriment de la protection des populations. Les auteurs de ces études ne mettront pas en avant les éléments susceptibles d'entraver le développement de l'industrie qui les fait vivre.
Alors que ces organismes luttent pied à pied, au niveau international, pour que les nouvelles normes de radioprotection soient le moins contraignantes pour leur industrie qui croira qu'ils vont piloter, au Bélarus, des recherches susceptibles d'annihiler tous leurs efforts? Il est évident que ces études finiront par prouver que l'on peut vivre, et même bien vivre, avec la contamination. **Elles ont déjà fait adopter, pour les zones contaminées, la notion ambiguë de *"développement économique durable"*.**

Les promoteurs du nucléaire sont cependant prudents et se soucient de donner des gages de leur sincérité : pas question de se discréditer en criant haut et fort que la radioactivité est inoffensive. Il faut savoir perdre quelques pions pour gagner la partie : avant d'apporter, à terme, " la preuve " que les villageois peuvent s'accommoder de la pollution, les recherches initiées par le CEPN doivent d'abord démontrer son attachement à la protection sanitaire des personnes.

Il faut donc rester vigilant et informé.
Grâce aux mesures de son institut, le professeur Nesterenko a démontré que les conclusions optimistes de l'équipe d'ETHOS sur la baisse du niveau de contamination de certains aliments ne se vérifiaient plus sur le terrain : les mesures effectuées en janvier 2001 sur 31 échantillons de lait provenant du secteur d'Olmany ont révélé que 22 échantillons

dépassaient très largement la limite maximale admissible de 100 becquerels par litre (un niveau que les médecins considèrent déjà comme excessif pour un enfant, en particulier lorsqu'il persiste des années). Le professeur Michel Fernex, qui a étudié de près le travail d'ETHOS, souligne pour sa part qu'un aspect essentiel a été éludé par les chercheurs : la situation sanitaire des populations. C'est ce qu'il appelle ***" le mensonge-clés"***.
Ces critiques ont été rendues publiques et l'opinion a été alertée. C'est ce que le lobby veut à tout prix éviter : pour que sa stratégie fonctionne, la vitrine doit être préservée : officiellement, ce n'est pas lui qui intervient mais des personnes dévouées aux victimes de Tchernobyl (et certaines le sont en effet, en particulier parmi les partenaires extérieurs au CEPN).
Au cours de ces derniers mois, au Bélarus, la stratégie a changé et des responsables d'Ethos ont soutenu les positions défendues par le professeur Nesterenko. Informés de ces derniers développements, nous avons cependant décidé de maintenir la publication de cet article. D'abord parce que le moins que l'on puisse dire c'est que ce revirement n'a rien de spontané; ensuite, et surtout, parce que quels que soient les gages que pourra apporter le CEPN, son intervention reste illégitime. La protection sanitaire des personnes ne doit pas être confiée aux industriels, que ce soit en France, en Bélarus, ou n'importe où dans le monde.

IRSN **cepn**

Une caractéristique très française :
la collusion entre les industriels et ceux qui sont censés les contrôler.

En participant au CEPN, l'institut officiel d'expertise (IPSN devenu IRSN) met tout son crédit au service d'EDF, du CEA et de Cogéma, les aidant ainsi à intervenir dans le champ de la radioprotection et à obtenir des contrats qui, sans cela, pourraient leur échapper. Sans compter que certains des marchés sont précisément passés entre le CEPN et les organismes de contrôle : c'est ce qui s'appelle faire travailler la famille. On n'est jamais mieux servi que par soi même !

Conseil d'Administration du CEPN Président : Daniel Quéniart (IPSN-CEA) aujourd'hui directeur de l'IRSN, Vice-Président: Bernard Tinturier (EDF), Secrétaire: Jean-Pierre Laurent (COGEMA) et Trésorier : Yves Garcier (EDF). Autres administrateurs : M. Lavérie (EDF), M. Pouilloux (COGEMA), Mme. Sugier (IRSN), M. Thezee (EDF). Le CEPN est dirigé par Jacques Lochard, la structure salariée est composée essentiellement " d'économistes, d'ingénieurs et de physiciens ".

Conseil scientifique (2000 - 2003) présidé par Serge Prêtre, il comprend 2 représentants d'EDF, 2 de la Cogéma, 2 de l'IRSN, 1 de Framatome, 1 du ministère de la Santé, 1 de l'assistance publique, 1 de l'Institut national de veille sanitaire et 2 représentants de la commission européenne (H. Forström, de la DG-Recherche et A. Janssens, de la DG- Environnement).

Pour commander le Trait d'union n°22